

Lure, le 30 Septembre 2019

Une ministre loin des réalités concrètes

Une délégation de la Coordination Nationale des Comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité a été reçue mercredi 25 septembre par Thomas Deroche, directeur adjoint du cabinet de la Ministre de la Santé, suite à une demande faite avant la journée nationale d'action du 15 juin, pour nos hôpitaux, nos maternités, nos services d'urgence, nos SMUR, nos services de gériatrie ...

La Coordination a rappelé son refus des fermetures de maternités : la volonté de sécurité affichée n'est que celle des administrations, pas celle de la population. C'est une fausse sécurité puisqu'elle ne prend en compte que l'acte d'accouchement entre l'arrivée de la maman à la maternité et sa sortie avec le bébé, alors qu'une vraie sécurité sanitaire se conçoit de la conception à la fin de la période périnatale. Cela a surtout pour but de faire des économies.

Cela vaut une réponse roublarde : pas d'économies puisque de toute façon la sécurité sociale rembourse l'accouchement où qu'il ait lieu : sauf que ces fermetures évitent de mettre en évidence le sous financement des accouchements normaux par la sécurité sociale, source de déficit pour les petites maternités !

Le reste de l'entrevue sera à cette image : il paraît que le nombre de personnels dans les services d'urgences a augmenté en proportion du nombre des passages !

Tout va bien Madame la Marquise et M. DEROCHE s'est montré presque choqué lorsque nous avons conclu que le secteur privé allait récupérer une partie des activités de soins les plus rentables, ce qui est bien le but des dernières réformes, comme pour tous les autres services publics.

Il a rappelé aussi que la volonté de mettre des moyens supplémentaires se heurtait au veto de Bercy, preuve, s'il en était besoin, que la politique d'austérité domine tout autre choix pour le gouvernement d'Edouard Philippe.

.../...

.../...

La Coordination Nationale a rappelé qu'elle demande

- L'arrêt des fermetures de services et de lits et la réouverture en fonction des besoins. En exemple elle s'est étonnée qu'on ferme 150 lits de SLD à Emile Roux, 1000 lits dans l'AP HP alors que le rapport Libault prévoit une augmentation de 50 à 100 % des personnes âgées en perte d'autonomie d'ici 2050
- Des conditions de travail des personnels leur permettant d'assurer une prise en charge de qualité des patients, notamment en augmentant le nombre de postes
- La reconnaissance financière de tous les personnels hospitaliers : le manque d'attractivité c'est aussi que les infirmières sont pratiquement les moins bien payées d'Europe par rapport au salaire moyen
- Le développement des centres publics de santé et non le recours quasi systématique au Pôle Libéral de Santé. Ces centres de santé sont la garantie d'une couverture territoriale, de l'absence de dépassements d'honoraires, la pratique du tiers payant.
- Des mesures pour la régulation de l'installation des médecins (obligation à servir pour l'intérêt général, par exemple)
- Une politique qui progresse vers une prise en charge 100 % Sécurité Sociale
- La mise en place d'un service public du médicament. Les pénuries qui se multiplient sont les conséquences d'une recherche insupportable de profits maximum.
- L'instauration d'une véritable démocratie sanitaire permettant le recueil des besoins au niveau des territoires et le contrôle des politiques mises en œuvre pour y répondre.



COORDINATION NATIONALE
des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité
(Fondée à Saint Affrique en avril 2004)
Siège social : **1 rue Jean Moulin 70200 LURE**
Secrétariat : Lundi : 8h45-11h15 et 13h40-17h30 / Mardi : 8h45-14h45 / Jeudi : 8h45-11h15 / Vendredi : 13h40-16h15
Tél : 09 67 04 55 15
SIREN : 503 711 988 - SIRET : 503 711 988 00025
Association agréée - Arrêté du 06/06/2018 - N2017RN0146
Site : <http://coordination-defense-sante.org/>
Contact : cda12550@coordination-defense-sante.org
Présidente : Michèle LEFLON michele.leflon@orange.fr
Adresse : 34 Rue de la Porte de Bourgogne – 08000 Charleville-Mézières - Tél 06 08 93 84 93
Vice-Présidente : Rosine LEVERRIER boudchoum@wanadoo.fr
Adresse : 5 Rue Barbey d'Aurévilly – 14500 VIRE - Tél 02 31 67 07 54 - 06 41 29 08 02